

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2005 — 1855

[C — 2005/29174]

**10 JUIN 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'appellation, la composition et les missions du Conseil de direction et du Collège restreint du Ministère de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », modifié par le décret du 27 février 2003, notamment l'article 24, § 2;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), modifié par le décret du 27 février 2003, notamment l'article 13;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, modifié par le décret du 27 février 2003, notamment l'article 45, alinéa 2;

Vu le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, notamment l'article 137, § 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 fixant le statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 fixant le statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 1997 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié par l'arrêté du 26 février 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 1997 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux Relations Internationales, tel que modifié par l'arrêté du 18 février 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 1999 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure du Commissariat général aux Relations Internationales, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire de l'Institut de la Formation en cours de carrière;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire de certains agents du Conseil supérieur de l'Audiovisuel;

Vu l'avis du Conseil de direction du Commissariat général aux Relations internationales de la Communauté française de Belgique, donné le 20 décembre 2004;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 20 décembre 2004;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 17 janvier 2004;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, donné le 25 janvier 2005;

Vu la demande adressée le 26 novembre 2004 à l'Institut de la Formation en cours de carrière et à l'Entreprise des technologies nouvelles de l'information et de la communication et l'absence d'avis de leur Conseil de direction dans le délai requis de 60 jours prévu par l'article 4, alinéa 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 fixant le statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu le protocole n° 327 du Comité de Secteur XVII, conclu le 28 février 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 avril 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 mai 2004;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 18 novembre 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 9 mai 2005, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;  
Vu la délibération du Gouvernement du 10 juin 2005,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 11 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement, tel que modifié, est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et les directeurs(trices) généraux(ales) adjoint(e)s expert(e)s » sont insérés après les mots « aux rangs 17, 16+, 16 et 15 ».

2° les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 3 et 4 :

« Il veille à informer ses membres des différentes politiques menées au sein du Ministère.

Il peut rendre des avis d'initiative et formuler des propositions, au Gouvernement et/ou au Collège des fonctionnaires généraux, sur toute question relative au présent statut et aux matières traitées par le Ministère.

A la demande d'un tiers de ses membres au moins, le Conseil de direction a le droit d'évoquer toute question ayant été soumise au Collège des Fonctionnaires généraux. La demande d'évocation doit intervenir dans les dix jours de la notification du procès-verbal de la réunion du Collège des Fonctionnaires généraux aux membres du Conseil de direction.

A la majorité simple de ses membres, le Conseil de direction peut révoquer la décision prise par le Collège des Fonctionnaires généraux et statuer sur le point. »

**Art. 2.** L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Au sein du Conseil de direction, il est institué un Collège des fonctionnaires généraux composé du Secrétaire général et des Administrateurs généraux.

Il est présidé par le Secrétaire général. Le secrétariat est assuré par un fonctionnaire général désigné par le Secrétaire général. L'ordre du jour des réunions est fixé par le Secrétaire général.

Il est chargé de traiter de toutes les questions concernant l'organisation du Ministère qui lui sont soumises par le Secrétaire général, outre les missions réglementaires fixées dans le présent arrêté.

Il peut inviter des fonctionnaires généraux en charge des matières à l'ordre du jour à participer à titre consultatif à ses réunions.

Toute décision individuelle prise à l'égard d'un membre du personnel par le Collège des fonctionnaires généraux a lieu au scrutin secret. »

**Art. 3.** A l'article 12bis, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « le Conseil de direction » sont remplacés par les mots « le Collège des fonctionnaires généraux ».

**Art. 4.** A l'article 14, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du même arrêté, les mots « du Conseil de direction » sont remplacés par les mots « du Collège des fonctionnaires généraux ».

**Art. 5.** L'article 38 du même arrêté est modifié comme suit :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots «, après avis du Conseil de direction, » sont remplacés par «, après avis du Collège des fonctionnaires généraux,»

2° au § 2, alinéa 3, les mots « par le Conseil de direction » sont remplacés par les mots « par le Collège des fonctionnaires généraux ».

**Art. 6.** L'article 39 du même arrêté est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Le Conseil de direction » sont remplacés par les mots « Le Collège des fonctionnaires généraux ».

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Toutefois, si l'emploi en cause est un emploi de niveau 1 à pourvoir par promotion, l'avis visé à l'alinéa précédent est émis par le Conseil de direction. »

3° à l'alinéa 2, devenant 3, les mots « à l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots « aux alinéas précédents ».

4° à l'alinéa 4, devenant 5, les mots «, selon le cas, du Collège des fonctionnaires généraux, ou » sont insérés entre les mots « L'avis motivé » et les mots « du Conseil de direction ».

**Art. 7.** L'article 40 du même arrêté est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 2, les mots « le Conseil de direction » sont remplacés par les mots « le Collège des fonctionnaires généraux, le Conseil de direction dans le cas visé à l'article 39, alinéa 2, ou la Commission en matière de transfert dans le cas visé à l'article 39, alinéa 3 ».

2° à l'alinéa 3, les mots « du Collège des fonctionnaires généraux ou, selon le cas, de la Commission en matière de transfert ou » sont insérés entre les mots « d'un membre » et les mots « du Conseil de direction ».

**Art. 8.** A l'article 89, alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 6, du même arrêté, les mots « le Conseil de direction » sont remplacés par les mots « le Collège des fonctionnaires généraux ».

**Art. 9.** L'article 103 du même arrêté est modifié comme suit :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « au Conseil de direction » sont remplacés par les mots « au Collège des fonctionnaires généraux. »

2° le § 1<sup>er</sup> est complété par l'alinéa suivant :

« Le Collège des fonctionnaires généraux visé à l'alinéa précédent comprend également, selon le cas, l'ensemble des supérieurs hiérarchiques de rang 15 et 16 de l'agent, qui participent sans voix délibérative. »

3° aux § 2 et § 3, les mots « le Conseil de direction » sont remplacés par les mots « le Collège des fonctionnaires généraux tel que défini au § 1<sup>er</sup> ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié*

**Art. 10.** A l'article 30ter, § 1<sup>er</sup> et § 2, de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française tel que modifié, les mots « Conseil de direction » sont remplacés par les mots « Collège des fonctionnaires généraux ».

**Art. 11.** A l'article 30quater du même arrêté, les mots « le Conseil de direction » sont remplacés par les mots « le Collège des fonctionnaires généraux ».

**Art. 12.** A l'article 30quinquies du même arrêté, les mots « le Conseil de direction » sont remplacés par les mots « le Collège des fonctionnaires généraux ».

CHAPITRE III. — *Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement du 13 février 1997 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié par l'arrêté du 26 février 1998*

**Art. 13.** A l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> tiret de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 1997 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les Services du Gouvernement de la Communauté française tel que modifié par l'arrêté du 26 février 1998, les mots « du Conseil de direction » sont remplacés par les mots « du Collège des fonctionnaires généraux ».

A l'article 5, § 2, 2<sup>e</sup> tiret du même arrêté, les mots « du Conseil de direction » sont remplacés par les mots « du Collège des fonctionnaires généraux ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 1997 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux Relations Internationales, tel que modifié par l'arrêté du 18 février 2005*

**Art. 14.** L'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 1997 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux Relations Internationales tel que modifié par l'arrêté du 18 février 2005, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. L'article 11 doit se lire comme suit :

« Article 11. Il existe au sein du Commissariat, un conseil de direction composé des agents titulaires des grades classés aux rangs 16, 15 et 12.

Il est présidé par le Commissaire général. Le président désigne le membre du Conseil de direction qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

Toute décision individuelle prise à l'égard d'un membre du personnel par le Conseil de direction a lieu au scrutin secret.

Le Conseil de direction veille à informer ses membres des différentes politiques menées au sein du Commissariat.

Il peut rendre des avis d'initiative et formuler des propositions au Gouvernement sur toute question relative au présent statut et aux matières traitées par le Commissariat. »

**Art. 15.** Un article 8bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 8bis. A l'article 12bis, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

**Art. 16.** Un article 8ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 8ter. A l'article 14, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

**Art. 17.** Un article 13bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 13bis. A l'article 38, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

**Art. 18.** Un article 13ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 13ter. A l'article 39, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ».

L'alinéa 2 du même article n'est pas applicable.

L'alinéa 5 du même article doit se lire comme suit :

« L'avis motivé du Conseil de direction ou de la Commission en matière de transfert peut se conclure par une proposition sous forme de classement des candidats. »

**Art. 19.** Un article 13quater, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 13quater. L'article 40 doit se lire comme suit :

« Les avis motivés établis conformément à l'article 39 concernant l'ensemble des candidats à un emploi déterminé sont notifiés à chacun d'eux contre récépissé ou par lettre recommandée à la poste.

Le candidat qui s'estime lésé peut, dans les dix jours de la notification prévue à l'alinéa précédent, introduire une réclamation devant le Conseil de direction ou, selon le cas, devant la Commission en matière de transfert.

Il est entendu à sa demande. Il peut se faire assister par toute personne de son choix à l'exception d'un membre du Conseil de direction ou, selon le cas, de la Commission en matière de transfert. »

**Art. 20.** Un article 19bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 19bis. A l'article 89, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

**Art. 21.** Un article 23bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 23bis. A l'article 103, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » et « Collège des fonctionnaires généraux tel que défini au § 1<sup>er</sup> » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ».

L'alinéa 3 du § 1<sup>er</sup> du même article n'est pas applicable. »

**Art. 22.** Un article 31bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 31bis. Aux articles 30ter, 30quater et 30quinquies, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

CHAPITRE V. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 1999 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure du Commissariat général aux Relations internationales, tel que modifié*

**Art. 23.** L'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 1999 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure du Commissariat général aux Relations Internationales tel que modifié, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. L'article 11 doit se lire comme suit :

« Article 11. Il existe au sein du Commissariat général, un conseil de direction composé des agents titulaires des grades classés aux rangs 16, 15 et 12.

Toutefois, les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure titulaires de grades classés aux rangs 15 et 12 n'en font partie que lorsqu'ils sont en service à l'administration centrale.

Il est présidé par le Commissaire général. Le président désigne le membre du Conseil de direction qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

Toute décision individuelle prise à l'égard d'un membre du personnel par le Conseil de direction a lieu au scrutin secret.

Le Conseil de direction veille à informer ses membres des différentes politiques menées au sein du Commissariat.

Il peut rendre des avis d'initiative et formuler des propositions au Gouvernement sur toute question relative au présent statut et aux matières traitées par le Commissariat. »

**Art. 24.** Un article 8bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 8bis. A l'article 12bis, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

**Art. 25.** Un article 8ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 8ter. A l'article 14, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

**Art. 26.** Un article 14bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 14bis. A l'article 38, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

**Art. 27.** Un article 14ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 14ter. A l'article 39, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

L'alinéa 2 du même article n'est pas applicable.

L'alinéa 5 du même article doit se lire comme suit :

« L'avis motivé du Conseil de direction ou de la Commission en matière de transfert peut se conclure par une proposition sous forme de classement des candidats. »

**Art. 28.** Un article 14quater, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 14quater. L'article 40 doit se lire comme suit :

« Les avis motivés établis conformément à l'article 39 concernant l'ensemble des candidats à un emploi déterminé sont notifiés à chacun d'eux contre récépissé ou par lettre recommandée à la poste.

Le candidat qui s'estime lésé peut, dans les dix jours de la notification prévue à l'alinéa précédent, introduire une réclamation devant le Conseil de direction ou, selon le cas, devant la Commission en matière de transfert.

Il est entendu à sa demande. Il peut se faire assister par toute personne de son choix à l'exception d'un membre du Conseil de direction ou, selon le cas, de la Commission en matière de transfert. »

**Art. 29.** Un article 22bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 22bis. A l'article 89, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

**Art. 30.** Un article 23bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 23bis. A l'article 103, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » et « Collège des fonctionnaires généraux tel que défini au § 1<sup>er</sup> » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

L'alinéa 3 du § 1<sup>er</sup> du même article n'est pas applicable. »

**Art. 31.** Un article 51bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 51bis. Aux articles 30ter, 30quater et 30quinquies, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, tel que modifié*

**Art. 32.** L'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, tel que modifié, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. L'article 11 doit se lire comme suit :

« Article 11. Il existe, au sein de l'Office, un conseil de direction composé des agents titulaires des grades classés aux rangs 16+, 15 et 12.

Il est présidé par l'Administrateur général. Le président désigne le membre du Conseil de direction qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

Toute décision individuelle prise à l'égard d'un membre du personnel par le Conseil de direction a lieu au scrutin secret.

Le Conseil de direction veille à informer ses membres des différentes politiques menées au sein de l'Office.

Il peut rendre des avis d'initiative et formuler des propositions au Conseil d'administration sur toute question relative au présent statut et aux matières traitées par l'Office. »

**Art. 33.** Un article *9bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *9bis*. A l'article *12bis*, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

**Art. 34.** Un article *9ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *9ter*. A l'article 14, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

**Art. 35.** A l'article *15bis* du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré avant l'alinéa 1<sup>er</sup> :

« A l'article 38, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

**Art. 36.** Un article *15ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *15ter*. A l'article 39, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

L'alinéa 2 du même article n'est pas applicable.

L'alinéa 5 du même article doit se lire comme suit :

« L'avis motivé du Conseil de direction ou de la Commission en matière de transfert peut se conclure par une proposition sous forme de classement des candidats. »

**Art. 37.** Un article *15quater*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *15quater*. L'article 40 doit se lire comme suit :

« Les avis motivés établis conformément à l'article 39 concernant l'ensemble des candidats à un emploi déterminé sont notifiés à chacun d'eux contre récépissé ou par lettre recommandée à la poste.

Le candidat qui s'estime lésé peut, dans les dix jours de la notification prévue à l'alinéa précédent, introduire une réclamation devant le Conseil de direction ou, selon le cas, devant la Commission en matière de transfert.

Il est entendu à sa demande. Il peut se faire assister par toute personne de son choix à l'exception d'un membre du Conseil de direction ou, selon le cas, de la Commission en matière de transfert. »

**Art. 38.** Un article *21bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *21bis*. A l'article 89, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

**Art. 39.** A l'article *25bis* du même arrêté, les alinéas suivants sont insérés avant l'alinéa 1<sup>er</sup> :

« A l'article 103, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » et « Collège des fonctionnaires généraux tel que défini au § 1<sup>er</sup> » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

L'alinéa 3 du § 1<sup>er</sup> du même article n'est pas applicable. »

**Art. 40.** Un article *35bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *35bis*. Aux articles *30ter*, *30quater* et *30quinquies*, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

CHAPITRE VII. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française*

**Art. 41.** L'article 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. L'article 11 doit se lire comme suit :

« Article 11. Il existe, au sein de l'Entreprise, un conseil de direction composé des agents titulaires des grades classés aux rangs 16+ et 15, ainsi que, sur désignation de ceux-ci, d'un maximum de trois chefs de projet ayant voix consultative.

Toute décision individuelle prise à l'égard d'un membre du personnel par le Conseil de direction a lieu au scrutin secret.

Le Conseil de direction veille à informer ses membres des différentes politiques menées au sein de l'Entreprise.

Il peut rendre des avis d'initiative et formuler des propositions au Conseil d'administration sur toute question relative au présent statut et aux matières traitées par l'Entreprise. »

**Art. 42.** Un article 10bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 10bis. A l'article 12bis, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

**Art. 43.** Un article 10ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 10ter. A l'article 14, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

**Art. 44.** Un article 17bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 17bis. A l'article 38, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

**Art. 45.** A l'article 18 du même arrêté, les alinéas suivants sont insérés avant l'alinéa 1<sup>er</sup> :

« A l'article 39, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ».

L'alinéa 2 du même article n'est pas applicable.

L'alinéa 5 du même article doit se lire comme suit :

« L'avis motivé du Conseil de direction ou de la Commission en matière de transfert peut se conclure par une proposition sous forme de classement des candidats. »

**Art. 46.** Un article 18bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 18bis. L'article 40 doit se lire comme suit :

« Les avis motivés établis conformément à l'article 39 concernant l'ensemble des candidats à un emploi déterminé sont notifiés à chacun d'eux contre récépissé ou par lettre recommandée à la poste.

Le candidat qui s'estime lésé peut, dans les dix jours de la notification prévue à l'alinéa précédent, introduire une réclamation devant le Conseil de direction ou, selon le cas, devant la Commission en matière de transfert.

Il est entendu à sa demande. Il peut se faire assister par toute personne de son choix à l'exception d'un membre du Conseil de direction ou, selon le cas, de la Commission en matière de transfert. »

**Art. 47.** Un article 23bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 23bis. A l'article 89, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

**Art. 48.** A l'article 25 du même arrêté, les alinéas suivants sont insérés avant l'alinéa 1<sup>er</sup> :

« A l'article 103, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » et « Collège des fonctionnaires généraux tel que défini au § 1<sup>er</sup> » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ».

L'alinéa 3 du § 1<sup>er</sup> du même article n'est pas applicable. »

**Art. 49.** Un article 32bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 32bis. Aux articles 30ter, 30quater et 30quinquies, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

*CHAPITRE VIII. — Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire de l'Institut de la Formation en cours de carrière*

**Art. 50.** L'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire de l'Institut de la Formation en cours de carrière est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. L'article 11 doit se lire comme suit :

« Article 11. Il existe, au sein de l'Institut, un conseil de direction composé des agents titulaires des grades classés aux rangs 15 et 12.

Il est présidé par le fonctionnaire dirigeant. Le (la) président(e) désigne le membre du Conseil de direction qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

Toute décision individuelle prise à l'égard d'un membre du personnel par le Conseil de direction a lieu au scrutin secret.

Le Conseil de direction veille à informer ses membres des différentes politiques menées au sein de l'Institut.

Il peut rendre des avis d'initiative et formuler des propositions au Conseil d'administration sur toute question relative au présent statut et aux matières traitées par l'Institut. »

**Art. 51.** Un article 9bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 9bis. A l'article 12bis, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

**Art. 52.** A l'article 19 du même arrêté, les alinéas suivants sont insérés avant l'alinéa 1<sup>er</sup> :

« A l'article 39, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ».

L'alinéa 2 du même article n'est pas applicable.

L'alinéa 5 du même article doit se lire comme suit :

« L'avis motivé du Conseil de direction ou de la Commission en matière de transfert peut se conclure par une proposition sous forme de classement des candidats. »

**Art. 53.** Un article 19bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 19bis. L'article 40 doit se lire comme suit :

« Les avis motivés établis conformément à l'article 39 concernant l'ensemble des candidats à un emploi déterminé sont notifiés à chacun d'eux contre récépissé ou par lettre recommandée à la poste.

Le candidat qui s'estime lésé peut, dans les dix jours de la notification prévue à l'alinéa précédent, introduire une réclamation devant le Conseil de direction ou, selon le cas, devant la Commission en matière de transfert

Il est entendu à sa demande. Il peut se faire assister par toute personne de son choix à l'exception d'un membre du Conseil de direction ou, selon le cas, de la Commission en matière de transfert. »

**Art. 54.** Un article *22bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *22bis*. A l'article 89, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

**Art. 55.** Un article *23bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *22bis*. A l'article 103, les mots « Collège des Fonctionnaires généraux » et « Collège des fonctionnaires généraux tel que défini au § 1<sup>er</sup> » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ».

L'alinéa 3 du § 1<sup>er</sup> du même article n'est pas applicable. »

**Art. 56.** L'article 30 du même arrêté est complété par la phrase suivante :

« A la place des termes « Collège des Fonctionnaires généraux », il y a lieu de lire les termes « Conseil de direction ». »

**Art. 57.** Un article *30bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *30bis*. Aux articles *30quater* et *30 quinquies*, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

CHAPITRE IX. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire de certains agents du Conseil supérieur de l'Audiovisuel*

**Art. 58.** L'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire de certains agents du Conseil supérieur de l'Audiovisuel est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. L'article 11 doit se lire comme suit :

« Article 11. Il existe, au sein du C.S.A., un conseil de direction composé du président du C.S.A., du secrétaire d'instruction et des trois conseillers comptant le plus grand nombre d'années de service au sein du C.S.A.

Il est présidé par le président du C.S.A. Le président désigne le membre du Conseil de direction qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

Toute décision individuelle prise à l'égard d'un membre du personnel par le Conseil de direction a lieu au scrutin secret.

Le Conseil de direction veille à informer ses membres des différentes politiques menées au sein du C.S.A.

Il peut rendre des avis d'initiative et formuler des propositions au Gouvernement sur toute question relative au présent statut et aux matières traitées par le C.S.A. »

**Art. 59.** Un article *9bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *9bis*. A l'article *12bis*, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

**Art. 60.** Un article *20bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *20bis*. A l'article 39, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ».

L'alinéa 2 du même article n'est pas applicable.

L'alinéa 5 du même article doit se lire comme suit :

« L'avis motivé du Conseil de direction ou de la Commission en matière de transfert peut se conclure par une proposition sous forme de classement des candidats. »

**Art. 61.** Un article *20ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *20ter*. L'article 40 doit se lire comme suit :

« Les avis motivés établis conformément à l'article 39 concernant l'ensemble des candidats à un emploi déterminé sont notifiés à chacun d'eux contre récépissé ou par lettre recommandée à la poste.

Le candidat qui s'estime lésé peut, dans les dix jours de la notification prévue à l'alinéa précédent, introduire une réclamation devant le Conseil de direction ou, selon le cas, devant la Commission en matière de transfert.

Il est entendu à sa demande. Il peut se faire assister par toute personne de son choix à l'exception d'un membre du Conseil de direction ou, selon le cas, de la Commission en matière de transfert. »

**Art. 62.** Un article *25bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *25bis*. A l'article 89, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

**Art. 63.** Un article *26bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *26bis*. A l'article 103, les mots « Collège des Fonctionnaires généraux » et « Collège des fonctionnaires généraux tel que défini au § 1<sup>er</sup> » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ».

L'alinéa 3 du § 1<sup>er</sup> du même article n'est pas applicable. »

**Art. 64.** L'article 33 du même arrêté est complété par la phrase suivante :

« A la place des termes « Collège des Fonctionnaires généraux », il y a lieu de lire les termes « Conseil de direction ». »

**Art. 65.** Un article *33bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *33bis*. Aux articles *30quater* et *30 quinquies*, les mots « Collège des fonctionnaires généraux » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ». »

CHAPITRE X. — *Dispositions finales*

**Art. 66.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 67.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 juin 2005.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,  
Mme M. ARENA

La Ministre des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Fonction publique,  
Cl. EERDEKENS

La Ministre de l'Audiovisuel,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance,  
Mme C. FONCK

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 1855

[C — 2005/29174]

**10 JUNI 2005. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de benaming, de samenstelling en de opdrachten van de Directieraad en het Beperkt College van het Ministerie van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E.", gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003, inzonderheid op artikel 24, § 2;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003, inzonderheid op artikel 45, tweede lid;

Gelet op het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, inzonderheid op artikel 137, § 3;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 1997 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij het besluit van 26 februari 1998;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 1997 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het "Commissariat général aux Relations internationales" (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België), zoals gewijzigd bij het besluit van 18 februari 2005;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn), zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 1999 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de carrière buitenlandse dienst van het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van het "Institut de la Formation en cours de carrière" (Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België, gegeven op 20 december 2004;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 20 december 2004;

Gelet op het advies van de Directieraad van de «Office de la Naissance et de l'Enfance», gegeven op 17 januari 2004;



Gelet op het advies van de Directieraad van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector, gegeven op 25 januari 2005;

Gelet op de aanvraag gericht op 26 november 2004 aan het Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan en aan het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap en overwegende dat hun Directieraad, binnen de termijn van 60 dagen vereist bij artikel 4, tweede lid van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, geen advies heeft uitgebracht;

Gelet op het protocol nr. 327 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 28 februari 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 april 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 6 mei 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 18 november 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 9 mei 2005, bij toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 10 juni 2005;

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd***

**Artikel 1.** Artikel 11 van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd, wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, worden de woorden « en uit de adjunct-directeurs-generaal - categorie deskundig personeel - » ingevoegd na de woorden « in de rangen 17, 16 +, 16 en 15 ».

2° de volgende leden worden ingevoegd tussen het derde lid en het vierde lid;

« Hij zorgt ervoor inlichtingen te verschaffen aan zijn leden over het beleid dat binnen het Ministerie wordt gevoerd.

Hij kan adviezen op eigen initiatief uitbrengen en voorstellen doen, aan de Regering en/of aan het College van ambtenaren-generaal, over elk vraagstuk betreffende dit statuut en de aangelegenheden waarvoor het Ministerie bevoegd is.

Op aanvraag van ten minste één derde van zijn leden, heeft de Directieraad het recht elk vraagstuk aan zich te trekken dat aan het College van ambtenaren-generaal is voorgelegd. De aanvraag om het vraagstuk aan zich te trekken moet worden ingediend binnen de tien dagen na de kennisgeving van de notulen van de vergadering van het College van Ambtenaren-generaal aan de Directieraad.

Bij gewone meerderheid van zijn leden, kan de Directieraad de beslissing die door het College van ambtenaren-generaal werd genomen, intrekken, en over dat punt beslissen. »

**Art. 2.** Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In de Directieraad, wordt een College van ambtenaren-generaal opgericht, samengesteld uit de Secretaris-generaal en de administrateurs-generaal.

Het wordt voorgezeten door de Secretaris-generaal. Het secretariaat wordt waargenomen door een ambtenaar-generaal die door de secretaris-generaal wordt aangesteld. De agenda van de vergaderingen wordt door de secretaris-generaal vastgesteld.

Het wordt belast met het onderzoeken van alle vraagstukken betreffende de organisatie van het Ministerie die door de secretaris-generaal worden voorgelegd, naast de reglementaire opdrachten die door dit besluit worden vastgesteld.

Het kan ambtenaren-generaal die belast zijn met de aangelegenheden die op de agenda staan, verzoeken om als adviserende leden zijn vergaderingen bij te wonen.

Elke individuele beslissing genomen ten aanzien van een personeelslid door het College van ambtenaren-generaal, geschiedt bij geheime stemming. »

**Art. 3.** In artikel 12*bis*, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « de Directieraad » vervangen door de woorden « het College van ambtenaren-generaal ».

**Art. 4.** In artikel 14, eerste lid en tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « van de Directieraad » vervangen door de woorden « van het College van ambtenaren-generaal ».

**Art. 5.** Artikel 38 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « na advies van de Directieraad » vervangen door de woorden « , na advies van het College van ambtenaren-generaal, »

2° in § 2, derde lid, worden de woorden « door de Directieraad » vervangen door de woorden « door het College van ambtenaren-generaal ».

**Art. 6.** Artikel 39 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, worden de woorden « De Directieraad » vervangen door de woorden « Het College van ambtenaren-generaal ».

2° het volgende lid wordt tussen het eerste lid en het tweede lid ingevoegd :

« Als de betrokken betrekking echter een betrekking van niveau 1 is die bij wijze van bevordering toe te kennen is, wordt het advies bedoeld in het vorige lid door de Directieraad uitgebracht. »

3° in het tweede lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden « in het vorige lid », vervangen door de woorden « in de vorige leden ».

4° in het vierde lid, dat het vijfde lid wordt, worden de woorden « , naar gelang van het geval, van het College van secretarissen-generaal, of » ingevoegd tussen « Het met redenen omkleed advies » en de woorden « van de Directieraad ».

**Art. 7.** Artikel 40 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het tweede lid, worden de woorden « de Directieraad » vervangen door de woorden « het College van ambtenaren-generaal, de Directieraad in het geval bedoeld in artikel 39, tweede lid of de Commissie inzake overdrachtregeling in het geval bedoeld in artikel 39, derde lid ».

2° in het derde lid, worden de woorden « van het college van burgemeester en schepenen of, naar gelang van het geval, van de Commissie inzake overdrachtregeling of » ingevoegd tussen de woorden « van een lid » en de woorden « van de Directieraad ».

**Art. 8.** In artikel 89, eerste lid, tweede lid en zesde lid, worden de woorden « de Directieraad » vervangen door de woorden « het College van ambtenaren-generaal ».

**Art. 9.** Artikel 103 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden « aan de Directieraad » vervangen door de woorden « aan het College van ambtenaren-generaal. ».

2° § 1 wordt aangevuld door het volgende lid :

« Het College van ambtenaren-generaal bedoeld in het vorige lid omvat eveneens, naar gelang van het geval, alle hiërarchische meerderen van rang 15 en rang 16 van de ambtenaar, die niet stemgerechtigd zijn. »

3° in § 2 en § 3, worden de woorden « de Directieraad » vervangen door de woorden « het College van ambtenaren-generaal zoals bepaald in § 1 ».

**HOOFDSTUK II. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd**

**Art. 10.** In artikel 30ter, § 1 en § 2, van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd, worden de woorden « de Directieraad » vervangen door de woorden « het College van ambtenaren-generaal ».

**Art. 11.** In artikel 30quater van hetzelfde besluit, worden de woorden « de Directieraad » vervangen door de woorden « het College van ambtenaren-generaal ».

**Art. 12.** In artikel 30quinquies van hetzelfde besluit, worden de woorden « de Directieraad » vervangen door de woorden « het College van ambtenaren-generaal ».

**HOOFDSTUK III. — Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 1997 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij het besluit van 26 februari 1998**

**Art. 13.** In artikel 5, § 1, derde streepje, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 1997 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij het besluit van 26 februari 1998, worden de woorden « van de Directieraad » vervangen door de woorden « van het College van ambtenaren-generaal. ».

In artikel 5, § 2, 2e streepje van hetzelfde besluit, worden de woorden « van de Directieraad » vervangen door de woorden « van het College van ambtenaren-generaal ».

**CHAPITRE IV. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 1997 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het "Commissariat général aux Relations internationales" (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België), zoals gewijzigd bij het besluit van 18 februari 2005**

**Art. 14.** Artikel 7 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 1997 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het "Commissariat général aux Relations internationales" (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België), zoals gewijzigd bij het besluit van 18 februari 2005, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 7. Artikel 11 dient te worden gelezen als volgt :

« Artikel 11. Binnen het Commissariaat is er een directieraad, samengesteld uit de ambtenaren die bekleed zijn met de graden ingedeeld in de rangen 16, 15 en 12.

Hij wordt door de Commissaris-generaal voorgezeten. De voorzitter wijst het lid van de Directieraad aan die hem vervangt wanneer hij afwezig of verhinderd is.

Elke individuele beslissing die ten aanzien van een personeelslid door de Directieraad wordt genomen, geschiedt bij geheime stemming.

De Directieraad zorgt ervoor zijn leden inlichtingen te verschaffen over het beleid dat binnen het Commissariaat wordt gevoerd.

Hij kan op eigen initiatief adviezen uitbrengen en aan de Regering voorstellen doen over elk vraagstuk betreffende dit statuut en de aangelegenheden waarvoor het Commissariaat bevoegd is. »

**Art. 15.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 8bis, ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 8bis. In artikel 12bis, eerste lid, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

**Art. 16.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 8ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 8ter. In artikel 14, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

**Art. 17.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 13bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 13bis. In artikel 38, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

**Art. 18.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 13ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 13ter. In artikel 39, eerste lid, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

Het tweede lid van hetzelfde artikel is niet toepasselijk.

Het vijfde lid van hetzelfde artikel dient te worden gelezen als volgt :

« Het met redenen omkleed advies van de Directieraad of van de Commissie inzake overdrachtregeling kan leiden tot een voorstel in de vorm van de rangschikking van de kandidaten. »

**Art. 19.** In hetzelfde artikel wordt een artikel 13*quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 13*quater*. Artikel 40 dient te worden gelezen als volgt :

« Van de met redenen omklede adviezen die opgesteld zijn overeenkomstig artikel 39 betreffende alle kandidaten voor een bepaalde betrekking wordt kennis gegeven aan elk van hen tegen een ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekend schrijven.

De kandidaat die zich als benadeeld acht, kan, binnen de tien dagen na de in het vorige lid bepaalde kennisgeving, een bezwaar voor de Directieraad of, naar gelang van het geval, voor de Commissie inzake overdrachtregeling indienen.

Hij wordt op zijn verzoek gehoord. Hij kan zich laten bijstaan door iedere persoon van zijn keuze, met uitzondering van een lid van de Directieraad of, naar gelang van het geval, van de Commissie inzake overdrachtregeling. »

**Art. 20.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 19*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 19*bis*. In artikel 89, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

**Art. 21.** In hetzelfde artikel wordt een artikel 23*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 23*bis*. In artikel 103, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal en « College van de ambtenaren-generaal zoals bedoeld in § 1 » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ».

Het derde lid van § 1 van hetzelfde artikel is niet van toepassing. »

**Art. 22.** In hetzelfde artikel wordt een artikel 31*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 31*bis*. In de artikelen 30*ter*, 30*quater* en 30 *quinquies*, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ».

**HOOFDSTUK V. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 1999 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de carrière buitenlandse dienst van het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen, zoals gewijzigd***

**Art. 23.** Artikel 7 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 1999 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de carrière buitenlandse dienst van het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen, zoals gewijzigd, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 7. Artikel 11 dient te worden gelezen als volgt :

« Artikel 11. Binnen het Commissariaat-Generaal is er een Directieraad samengesteld uit de ambtenaren bekleed met de graden die ingedeeld zijn in de rangen 16, 15 en 12.

De statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst die bekleed zijn met graden die ingedeeld zijn in de rangen 15 en 12 maken daar echter slechts deel van uit indien zij bij het hoofdbestuur in dienst zijn.

De Directieraad wordt voorgezeten door de Commissaris-Generaal. De voorzitter wijst het lid van de Directieraad aan dat hem in geval van afwezigheid of van verhindering vervangt.

Elke individuele beslissing die door de Directieraad wordt genomen ten opzichte van een personeelslid gebeurt bij geheime stemming".

De Directieraad brengt zijn leden inlichtingen over het beleid dat binnen het Commissariaat wordt gevoerd.

Hij kan adviezen op eigen initiatief uitbrengen en voorstellen doen aan de Regering over elk vraagstuk betreffende dit statuut en de aangelegenheden waarvoor het Commissariaat bevoegd is. »

**Art. 24.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 8*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 8*bis*. In artikel 12*bis*, eerste lid, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

**Art. 25.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 8*ter*, ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 8*ter*. In artikel 14, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

**Art. 26.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 14*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 14*bis*. In artikel 38, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

**Art. 27.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 14*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 14*ter*. In artikel 39, eerste lid, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ».

Het tweede lid van hetzelfde artikel is niet toepasselijk.

Het 5de lid van hetzelfde artikel dient te worden gelezen als volgt :

« Het met redenen omkleed advies van de Directieraad of van de Commissie inzake overdrachtregeling kan leiden tot een voorstel in de vorm van een rangschikking van de kandidaten. »

**Art. 28.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 14<sup>quater</sup> ingevoegd, luidend als volgt

« Art. 14<sup>quater</sup>. Artikel 40 dient te worden gelezen als volgt :

« Van de met redenen omklede adviezen die werden opgesteld overeenkomstig artikel 39 betreffende alle kandidaten voor een bepaalde betrekking wordt kennis gegeven aan elk van hen tegen een ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekend schrijven.

De kandidaat die zich als benadeeld acht, kan, binnen de tien dagen na de kennisgeving bepaald in het vorige lid, een bezwaar indienen voor de Directieraad of, naar gelang van het geval, voor de Commissie inzake overdrachtregeling.

Op zijn verzoek kan hij worden gehoord. Hij kan zich laten bijstaan door iedere persoon van zijn keuze, met uitzondering van een lid van de Directieraad of, naar gelang van het geval, van de Commissie inzake overdrachtregeling. »

**Art. 29.** In hetzelfde artikel wordt een artikel 22<sup>bis</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 22<sup>bis</sup>. In artikel 89, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

**Art. 30.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 23<sup>bis</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 23<sup>bis</sup>. In artikel 103, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » en « College van ambtenaren-generaal zoals bepaald in § 1 » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ».

Het derde lid van § 1 van hetzelfde artikel is niet van toepassing. »

**Art. 31.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 51<sup>bis</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 51<sup>bis</sup>. In de artikelen 30<sup>ter</sup>, 30<sup>quater</sup> en 30 *quinquies*, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ».

**HOOFDSTUK VI. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn), zoals gewijzigd**

**Art. 32.** Artikel 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn), zoals gewijzigd, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 8. Artikel 11 dient te worden gelezen als volgt :

« Artikel 11. Binnen de Dienst is er een directieraad, die samengesteld is uit de titularissen van de graden ingedeeld in de rangen 16+, 15 en 12.

Hij wordt voorgezeten door de Administrateur-generaal. De voorzitter wijst het lid van de directieraad aan die hem vervangt wanneer hij afwezig is of verhinderd is.

Elke individuele beslissing ten aanzien van een personeelslid die door de directieraad wordt genomen, geschiedt bij geheime stemming.

De directieraad verstrekt inlichtingen aan zijn leden over het beleid dat door de Dienst wordt gevoerd.

Hij kan op eigen initiatief adviezen uitbrengen en voorstellen doen aan de raad van bestuur over elk vraagstuk betreffende dit statuut en de aangelegenheden waarvoor de Dienst bevoegd is. »

**Art. 33.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 9<sup>bis</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 9<sup>bis</sup>. In artikel 12<sup>bis</sup>, eerste lid, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

**Art. 34.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 9<sup>ter</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 9<sup>ter</sup>. In artikel 14, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

**Art. 35.** In artikel 15<sup>bis</sup> van hetzelfde besluit, wordt het volgende lid ingevoegd vóór het eerste lid :

« In artikel 38, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

**Art. 36.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 15<sup>ter</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 15<sup>ter</sup>. In artikel 39, eerste lid, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ».

Het tweede lid van hetzelfde artikel is niet toepasselijk.

Het vijfde lid van hetzelfde artikel dient te worden gelezen als volgt :

« Het met redenen omkleed advies van de Directieraad of van de Commissie inzake overdrachtregeling kan leiden tot een voorstel in de vorm van een rangschikking van de kandidaten. »

**Art. 37.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 15<sup>quater</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 15<sup>quater</sup>. Artikel 40 dient te worden gelezen als volgt :

« Van de met redenen omklede adviezen die werden opgesteld overeenkomstig artikel 39 betreffende alle kandidaten voor een bepaalde betrekking wordt kennis gegeven aan elk van hen tegen een ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekend schrijven.

De kandidaat die zich als benadeeld acht, kan, binnen de tien dagen na de kennisgeving bepaald in het vorige lid, een bezwaar indienen voor de Directieraad of, naar gelang van het geval, voor de Commissie inzake overdrachtregeling.

Op zijn verzoek kan hij worden gehoord. Hij kan zich laten bijstaan door iedere persoon van zijn keuze, met uitzondering van een lid van de Directieraad of, naar gelang van het geval, van de Commissie inzake overdrachtregeling. »

**Art. 38.** In hetzelfde artikel wordt een artikel 21*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 21*bis*. In artikel 89 dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

**Art. 39.** In artikel 25*bis* van hetzelfde besluit, worden de volgende leden vóór het eerste lid ingevoegd :

« In artikel 103 dienen de woorden »College van ambtenaren-generaal « en « College van ambtenaren-generaal zoals bepaald in § 1 » te worden gelezen als volgt : « Directieraad »

Het derde lid van § 1 van hetzelfde artikel is niet toepasselijk. »

**Art. 40.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 35*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 35*bis*. In de artikelen 30*ter*, 30*quater* en 30 *quinquies*, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ».

**HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap.***

**Art. 41.** Artikel 9 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 9. Artikel 11 dient te worden gelezen als volgt :

« Artikel 11. Binnen het Bedrijf bestaat er een directieraad, die samengesteld is uit ambtenaren titularis van de graden ingedeeld in de rangen 16 + en 15 alsook, op aanstelling van die, uit maximaal drie projectleiders met een adviserende stem.

Elke individuele beslissing ten aanzien van een personeelslid die door de Directieraad wordt genomen, geschiedt bij geheime stemming.

De Directieraad verstrekt inlichtingen aan zijn leden over het beleid dat binnen het Bedrijf wordt gevoerd.

Hij kan op eigen initiatief adviezen uitbrengen en voorstellen doen aan de raad van bestuur over elk vraagstuk in verband met dit statuut en met de aangelegenheden waarvoor het Bedrijf bevoegd is. »

**Art. 42.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 10*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 10*bis*. In artikel 12*bis*, eerste lid, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

**Art. 43.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 10*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 10*ter*. In artikel 14 dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

**Art. 44.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 17*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 17*bis*. In artikel 38 dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

**Art. 45.** In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de volgende leden vóór het eerste lid ingevoegd :

« In artikel 39, eerste lid dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ».

Het tweede lid van hetzelfde artikel is niet van toepassing.

Het vijfde lid van hetzelfde artikel dient te worden gelezen als volgt :

« Het met redenen omkleed advies van de Directieraad of van de Commissie inzake overdrachtregeling kan leiden tot een voorstel in de vorm van een rangschikking van de kandidaten. »

**Art. 46.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 18*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 18*bis*. Artikel 40 dient te worden gelezen als volgt :

« Van de met redenen omklede adviezen die werden opgesteld overeenkomstig artikel 39 betreffende alle kandidaten voor een bepaalde betrekking wordt kennis gegeven aan elk van hen tegen een ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekend schrijven.

De kandidaat die zich als benadeeld acht, kan, binnen de tien dagen na de kennisgeving bepaald in het vorige lid, een bezwaar indienen voor de Directieraad of, naar gelang van het geval, voor de Commissie inzake overdrachtregeling.

Op zijn verzoek kan hij worden gehoord. Hij kan zich laten bijstaan door iedere persoon van zijn keuze, met uitzondering van een lid van de Directieraad of, naar gelang van het geval, van de Commissie inzake overdrachtregeling. »

**Art. 47.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 23*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 23*bis*. In artikel 89 dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

**Art. 48.** In artikel 25 van hetzelfde besluit, worden de volgende leden voor het eerste lid ingevoegd :

« In artikel 103 dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » en « College van ambtenaren-generaal zoals bepaald in § 1 » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ».

Het derde lid van § 1 van hetzelfde artikel is niet toepasselijk. »

**Art. 49.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 32*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 32*bis*. In de artikelen 30*ter*, 30*quater* en 30 *quinquies* dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van het "Institut de la Formation en cours de carrière" (Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan)*

**Art. 50.** Artikel 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van het "Institut de la Formation en cours de carrière" (Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan) wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 8. Artikel 11 dient te worden gelezen als volgt :

« Artikel 11. Binnen het Instituut is er een directieraad, samengesteld uit de ambtenaren die bekleed zijn met de graden ingedeeld in de rangen 15 en 12.

Hij wordt door de leidende ambtenaar voorgezeten. De voorzitter wijst het lid van de Directieraad aan die hem vervangt wanneer hij afwezig of verhinderd is.

Elke individuele beslissing die ten aanzien van een personeelslid door de Directieraad wordt genomen, geschiedt bij geheime stemming.

De Directieraad zorgt ervoor zijn leden inlichtingen te verschaffen over het beleid dat binnen het Commissariaat wordt gevoerd.

Hij kan op eigen initiatief adviezen uitbrengen en aan de Regering voorstellen doen over elk vraagstuk betreffende dit statuut en de aangelegenheden waarvoor het Instituut bevoegd is. »

**Art. 51.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 9*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 9*bis*. In artikel 12*bis*, eerste lid, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

**Art. 52.** In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende leden vóór het eerste lid ingevoegd :

« In artikel 39, eerste lid, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

Het tweede lid van hetzelfde artikel is niet van toepassing.

Het vijfde lid van hetzelfde artikel dient te worden gelezen als volgt :

« Het met redenen omkleed advies van de Directieraad of van de Commissie inzake overdrachtregeling kan leiden tot een voorstel in de vorm van een rangschikking van de kandidaten. »

**Art. 53.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 19*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 19*bis*. Artikel 40 dient te worden gelezen als volgt :

« Van de met redenen omklede adviezen die werden opgesteld overeenkomstig artikel 39 betreffende alle kandidaten voor een bepaalde betrekking wordt kennis gegeven aan elk van hen tegen een ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekend schrijven.

De kandidaat die zich als benadeeld acht, kan, binnen de tien dagen na de kennisgeving bepaald in het vorige lid, een bezwaar indienen voor de Directieraad of, naar gelang van het geval, voor de Commissie inzake overdrachtregeling.

Op zijn verzoek kan hij worden gehoord. Hij kan zich laten bijstaan door iedere persoon van zijn keuze, met uitzondering van een lid van de Directieraad of, naar gelang van het geval, van de Commissie inzake overdrachtregeling. »

**Art. 54.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 22*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 22*bis*. In artikel 89 dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

**Art. 55.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 23*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 23*bis*. In artikel 103 dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » en « College van ambtenaren-generaal zoals bepaald in § 1 » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

Het derde lid van § 1 van hetzelfde besluit is niet toepasselijk. »

**Art. 56.** Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende zin :

« In plaats van de woorden « College van ambtenaren-generaal », dienen de woorden « Directieraad » te worden gelezen ». »

**Art. 57.** In hetzelfde artikel wordt een artikel 30 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 30*bis*. In artikel 89 dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

HOOFDSTUK IX. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector*

**Art. 58.** Artikel 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 8. Artikel 11 dient te worden gelezen als volgt :

« Artikel 11. Binnen de Hoge Raad is er een directieraad, samengesteld uit de voorzitter van de Hoge Raad, de onderzoekssecretaris en drie adviseurs die het hoogste aantal dienstjaren binnen de Hoge Raad tellen.

Hij wordt door de leidende ambtenaar voorgezeten. De voorzitter wijst het lid van de Directieraad aan die hem vervangt wanneer hij afwezig of verhinderd is.

Elke individuele beslissing die ten aanzien van een personeelslid door de Directieraad wordt genomen, geschiedt bij geheime stemming.

De Directieraad zorgt ervoor zijn leden inlichtingen te verschaffen over het beleid dat binnen de Hoge Raad wordt gevoerd.

Hij kan op eigen initiatief adviezen uitbrengen en aan de Regering voorstellen doen over elk vraagstuk betreffende dit statuut en de aangelegenheden waarvoor de Hoge Raad bevoegd is. »

**Art. 59.** In hetzelfde besluit wordt een artikel *9bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *9bis*. In artikel *12bis*, eerste lid, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

**Art. 60.** In hetzelfde besluit wordt een artikel *20bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *20bis*. In artikel 39, eerste lid, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ».

Het tweede lid van hetzelfde artikel is niet van toepassing.

Het vijfde lid van hetzelfde artikel dient te worden gelezen als volgt :

« Het met redenen omkleed advies van de Directieraad of van de Commissie inzake overdrachtregeling kan leiden tot een voorstel in de vorm van een rangschikking van de kandidaten. »

**Art. 61.** In hetzelfde besluit wordt een artikel *20ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *20ter*. Artikel 40 dient te worden gelezen als volgt :

« Van de met redenen omklede adviezen die werden opgesteld overeenkomstig artikel 39 betreffende alle kandidaten voor een bepaalde betrekking wordt kennis gegeven aan elk van hen tegen een ontvangstbewijs of bij eenter post aangetekend schrijven.

De kandidaat die zich als benadeeld acht, kan, binnen de tien dagen na de kennisgeving bepaald in het vorige lid, een bezwaar indienen voor de Directieraad of, naar gelang van het geval, voor de Commissie inzake overdrachtregeling.

Op zijn verzoek kan hij worden gehoord. Hij kan zich laten bijstaan door iedere persoon van zijn keuze, met uitzondering van een lid van de Directieraad of, naar gelang van het geval, van de Commissie inzake overdrachtregeling. »

**Art. 62.** In hetzelfde besluit wordt een artikel *25bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *25bis*. In artikel 89 dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

**Art. 63.** In hetzelfde besluit wordt een artikel *26bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *26bis*. In artikel 103, dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » en « College van ambtenaren-generaal zoals bepaald in § 1 » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ».

Het derde lid van § 1 is niet van toepassing. »

**Art. 64.** Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende zin :

« In plaats van de woorden « College van ambtenaren-generaal » dienen de woorden « Directieraad » te worden gelezen.

**Art. 65.** In hetzelfde besluit wordt een artikel *33bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *33bis*. In de artikelen *30quater* en *30quinquies* dienen de woorden « College van ambtenaren-generaal » te worden gelezen als volgt : « Directieraad ». »

#### HOOFDSTUK X. — *Slopbepalingen*

**Art. 66.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 67.** De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 juni 2005.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente,  
Mevr. M. ARENA

De Minister van Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET,

De Minister van Ambtenarenzaken,  
C. EERDEKENS,

De Minister van de Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN,

De Minister van Kinderwelzijn,  
Mevr. C. FONCK